

La lutte des ID Logistics de Marseille: mettre un cran d'arrêt aux licenciements déguisés !

*En décembre dernier, juste avant les fêtes de fin d'année, les salariés d'ID Logistics sélective 3, au sein du site de la Madrague à Marseille, se sont **tous fait licencier pour faute grave** après avoir travaillé pour la plupart pendant des années dans des **locaux délabrés et dangereux** et se sont battus durant plus d'un mois de grève et de blocages pour la sauvegarde des emplois.*



C'est suite à la perte du contrat avec le client Amazon et **pour éviter un Plan de Sauvegarde de l'Emploi** que la direction du géant prétexte une **clause de mobilité abusive** annoncée tardivement envoyant les employés payés au SMIC, ou presque, à Bollène à **plus de 135 km de chez eux**, soit 270 km aller/retour à effectuer quotidiennement, le tout sans dédommagements au niveau du transport alors que cela aurait engendré un **coût de plus de 900€ par mois**. Une situation stressante avec des conséquences désastreuses sur la santé, la vie privée et familiale.

Une mutation ? Non. Un **plan de licenciement déguisé**. En effet, les colis et chauffeurs ayant eux été transférés à l'énorme entrepôt d'Amazon de Bouc-Bel-Air, ces structures faisant **des millions d'euros d'économie sur le dos des travailleurs**, ce ne fut pas le cas du reste de la masse salariale, affirmant qu'ils n'avaient du travail pour eux qu'à l'autre bout de la région. Cependant, ce n'est qu'une fois que ces derniers se sont fait virer qu'ID Logistics en a **finalément ouvert un nouveau à Bouc-Bel-Air, à moins de 20 km** du lieu de vie des salariés.

Ces entreprises auraient empoché des **millions d'euros de subventions publiques** du plan

d'investissement de compétence censés aider pour l'environnement et les formations, mais utilisés pour formater, rendant les travailleurs dépendants à des systèmes uniques ou en délocalisant les sites, le tout en entraînant au contraire plus d'émissions carbone, comme le feraient également les compagnies du groupe de la famille Mulliez ou d'autres multinationales. En parallèle, la société ID Logistics a vu ses **bénéfices augmenter de 36 %** en 2023, selon BFM Bourse, avec son PDG, énarque et ancien conseiller ministériel Eric Hemar, entré dans le top 50 des Français les plus riches en avril 2025, voyant sa fortune s'élever à plus de 1,4 milliard d'euros, d'après La Provence, tandis que ses **42 000 employés**, seraient **majoritairement au salaire minimum** dans le monde. Et que dire d'Amazon, dont le bénéfice net s'est élevé à **59,2 milliards de dollars (environ 56,5 milliards d'euros) en 2024** dans le monde et réalise un chiffre d'affaires de 12 milliards d'euros en France.

Les **fermetures de sites** chez ID Logistics sans Plan de Sauvegarde des Emplois se sont déjà déroulées **de nombreuses fois**, comme à La Veuve à proximité de Châlons en 2020 ou à Nice sur un site ayant pour client Carrefour.

Rappelons le, il s'agit ici principalement de **mères et de pères de familles nombreuses**, pour la plupart vivant dans les lieux populaires des **quartiers nord** de Marseille, certains avec des maladies chroniques qui auraient dû sinon chercher à **déscolariser les enfants** pour leur faire changer d'école en cours d'année.

Les ex-grévistes de Marseille ont alors choisi de poursuivre la lutte sur le **terrain juridique** afin de faire valoir leurs droits, seule solution pour qu'une victoire des employés serve de jurisprudence et **mette un coup d'arrêt à l'utilisation des clauses de mobilité** pour licencier massivement et en toute impunité.

ID Logistics et Amazon : pas des cas isolés

Le cas des ID Logistics de Marseille est loin d'être un cas isolé et leur lutte met en lumière que les « clauses de mobilités » sont utilisées comme des **armes par les patrons** pour réaliser des "licenciements d'aubaines". En effet, cette affaire nous rappelle également celle de la Mutuelle assurance automobile artisanale de France (MAAF). Ici, entre 2020 et 2023, **sur les 274 licenciements, une seule personne a été reclassée**, mais après deux ans de démarches, le Conseil des Prud'hommes a ici reconnu ce **licenciement comme abusif** en juillet 2024 d'après le journal Streetpress.

Ce genre de modèles risque de devenir de plus en plus fréquent. Dans le même temps, au niveau gouvernemental, Macron entend **nous imposer un budget ultra-austéritaire pour faire payer la crise et le « coût de la guerre » aux travailleuses et aux travailleurs** tout en préservant les profits des patrons et des actionnaires. Si la mobilisation sociale a permis la **chute du gouvernement Bayrou**, nul doute que son successeur aura pour tâche d'imposer un budget tout aussi austéritaire, promettant des **attaques tout aussi fortes contre le monde du travail** et nous promet une **précarité accrue pour les classes populaires**. Ce système qui exploite les vies humaines et accélère la pauvreté doit être combattu à tous les niveaux, à l'opposé, selon la CFDT, entre **140 et 223 milliards d'euros** en 2024 sont accordés aux entreprises mais cet argent paraît surtout atterrir dans les poches des actionnaires.

Par ailleurs, la CGT a recensé **132 plans de licenciements** en mai 2024 puis 180 en octobre 2024. Derrière ces chiffres se cachent des **milliers de vies brisées, des familles entières plongées dans la précarité** et la nécessité de l'amplification de la **mobilisation sociale** pour renvoyer le gouvernement et le patronat dans les cordes. C'est pourquoi nous revendiquons :

- L'annulation immédiate des licenciements de l'ensemble des salariés d'ID Logistics sélective 3 du site de la Madrague à Marseille

- Une augmentation des salaires de 400 € et leur indexation sur l'inflation ;

- La retraite à 60 ans et avant pour les métiers pénibles ;

- La suppression de tout jour de carence. Nous n'avons pas à être pénalisé pour être malades ;

- La suppression des aides publiques inconditionnelles au patronat et redirection vers les besoins sociaux réels (santé, social, éducation...) ;

- De l'argent pour les services publics et les besoins de la population.

Signataires :

Politiques:

- **Député Hendrik Davi**
- **Député Sébastien Delogu**
- **Député Manuel Bompard**
- **Députée Marie Mesmeur**

- **People Health Mouvement France**
- **Syndicat SUD Santé-Sociaux 59**
- **Fédération Nationale de la Libre Pensée**